

Avis voté en plénière du 23 juin 2015

Perspectives pour la révision de la stratégie Europe 2020

Déclaration du groupe des associations

Alors que l'euroscepticisme gagne du terrain chaque année, notre Assemblée marque une fois de plus -par l'avis examiné aujourd'hui- son attachement à une Union Européenne plus proche de ses citoyens. La Commission européenne devrait proposer dans les prochains mois une révision de la stratégie Europe 2020. Il était donc opportun que nous travaillions à formuler des propositions qui soient en phase avec les besoins de la population et qui œuvrent à orienter les politiques économiques communautaires vers une croissance durable et inclusive.

Le groupe des associations et des fondations souhaite mettre l'accent sur trois points de l'avis en particulier. Nous sommes aujourd'hui à mi-parcours depuis le lancement de ce plan stratégique en 2010. Malgré quelques résultats positifs observés sur le plan environnemental, le bilan s'avère très décevant concernant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Et le phénomène de crise qui traverse l'Europe depuis 2008 n'est pas le seul facteur explicatif à cela.

L'objectif de faire sortir au moins 20 millions de personnes du risque de pauvreté et d'exclusion constitue ainsi notre première priorité. C'est un sujet sur lequel, rappelons-le, les associations et les fondations ont toujours été fortement mobilisées. En dépit de statistiques européennes et françaises positives sur l'évolution de la dernière décennie, la situation en matière de décrochage scolaire doit continuer de nous alarmer. Il n'est pas acceptable que, chaque année, dans notre pays, des dizaines de milliers de jeunes quittent le système éducatif sans aucune qualification. Quant au chiffre relatif aux personnes exposées à une grande vulnérabilité sociale, il est lui aussi stupéfiant. C'est pourquoi, au-delà des préconisations de l'avis (sur l'amélioration d'indicateurs) auxquelles nous souscrivons, nous insistons sur l'impératif d'engager des politiques (nationales ou communautaires) plus ambitieuses en matière d'éducation et d'inclusion sociale.

Notre deuxième point porte sur la nécessité d'associer, de manière générale, la société civile à la conception des plans européens. La stratégie Europe 2020 est inconnue des citoyens et la classe politique de notre pays n'y fait jamais allusion. Face à l'absence totale de débat public qui la caractérise, nous soutenons les préconisations de renforcer les initiatives de coopération et de dialogue entre institutions de la société civile (CESE nationaux et européens) d'une part et institutions politiques (Commission et Parlements européens) d'autre part. Le rapport annuel sur l'évaluation des programmes nationaux de réforme représente une autre piste intéressante.

Enfin, il nous paraît indispensable de repenser cette stratégie de manière à y défendre un modèle de croissance à la fois durable et inclusif. Nous adhérons pleinement aux recommandations d'intégrer dans la stratégie Europe 2020 les Objectifs du Développement Durable de l'ONU, lesquels comprennent une dimension plus large du bien-être et du progrès social... que ne le permet la seule

croissance économique. Face à la multitude de plans stratégiques existants, nous prôtons en outre l'existence d'une stratégie unique, à même de donner une visibilité et une cohérence à la politique européenne dans tous ses domaines d'intervention.

Le groupe des associations rend hommage au travail du rapporteur. Il a voté cet avis.